

Brexit: la Belgique devra fournir 800 millions de plus par an à l'UE

[Le Vif](#)

10/03/18 à 09:51 - Mise à jour à 12:59

Source: Belga

Selon la ministre du Budget Sophie Wilmès (MR), il a été évoqué que la Belgique gonfle sa contribution au budget de l'UE, à la suite du Brexit, d'environ 800 millions d'euros par an, qui s'ajouteraient au financement de "nouvelles priorités" européennes pouvant aller jusqu'à 2 milliards annuels, peut-on lire samedi dans Le Soir.



Sophie Wilmès, ministre du Budget © belga image

"À la suite du Brexit, pour garder le même niveau d'engagements dans le budget de l'UE, on nous a dit que les États devraient relever leur contribution directe de 1 à 1,2 % du revenu national brut. Cela veut dire en termes absolus, plus ou moins 800 millions d'euros par an en plus pour la Belgique", développe Sophie Wilmès dans cet entretien.

"Ce n'est pas rien. C'est de l'argent qu'il faut aller trouver dans les budgets nationaux et vous savez que nous ne sommes pas en excédent budgétaire", a-t-elle souligné.

La contribution belge au budget de l'UE est de 5,5 milliards d'euros par an, dont 2 milliards provenant des droits de douane et 500 millions de la TVA. La Belgique refuse de réduire la part de 20% prélevée par l'Etat belge sur les droits de douane, a-t-elle averti.

Jusqu'à 2,8 milliards

Dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne, qui comprend le financement de nouvelles politiques, la Commission a également mis sur la table "une proposition qui est maximaliste", ajoute la ministre. "Pour nous, l'impact total serait de deux milliards d'euros en plus par an, en plus de ce qu'il faudrait payer pour le Brexit. C'est très compliqué à accepter en l'état".

Insistant sur l'aspect "maximaliste" de ces propositions qui doivent encore être négociées (plus loin dans l'entretien, la ministre calcule un total de 800 millions supplémentaires pour la Belgique), Sophie Wilmès juge que des "effets de vases communicants (entre les différentes politiques à financer, NDLR)" devront être, inévitablement, mis en place.

La Commission européenne va présenter le 2 mai sa proposition de budget pluriannuel pour la période 2021-2027 et la négociation entre les Etats membres et le Parlement européen s'annonce plus difficile que celle du précédent exercice (2014-2020) en raison de la perte de la contribution annuelle de 11 milliards d'euros du Royaume Uni après le Brexit. Une première discussion lors du dernier sommet européen le 23 février a montré l'ampleur de la difficulté.